

« Je n'aimerais pas être à la place du président italien ! »

Pour l'ancien Premier ministre français, la social-démocratie est en crise, en Europe comme dans l'Hexagone. Invité de la rédaction du « Soir », il ne croit pas à la capacité du PS à renaître de ses cendres.

L'ancien Premier ministre français était l'invité ce jeudi de la rédaction du « Soir ». A cinquante-cinq ans, député apparenté à La République en Marche (LREM), il rit lorsqu'il évoque sa jeune voisine de 26 ans sur les bancs de l'hémicycle qui le renvoie à la « préhistoire ». Lui qui se rêvait un destin présidentiel après le forfait de François Hollande veut continuer de peser dans le débat politique. En France comme en Europe où les gauches sont malmenées.

Comment réagissez-vous au séisme électoral italien ?

Malgré les réformes engagées ces dernières années, les effets de la crise continuent de se faire sentir, avec un chômage qui reste élevé notamment chez les jeunes, des situations de pauvreté, particulièrement dans le Sud, qui expliquent le raz de marée du Mouvement 5 Étoiles. L'Italie est le pays d'Europe où l'adhésion à l'UE a le plus reculé. La crise migratoire a sans aucun doute contribué, avec le sentiment d'abandon, à l'absence de solidarité de la part de l'Europe vis-à-vis d'une Italie qui était en première ligne. La vie politique italienne a sa spécificité. Mais ce qui s'y passe est un laboratoire pour nous tous. C'est très inquiétant pour l'Europe.

Sur les migrants, l'Italie a le sentiment que l'Europe l'a abandonnée. La montée du populisme était inévitable ?

L'abandon, ce n'est pas qu'un sentiment. Il faut reconnaître que le ministre italien de l'Intérieur u. ces derniers mois, mené une politique qui a parfois été critiquée, mais efficace notamment par rapport aux migrations qui venaient de Libye. Le dialogue a été musclé, direct avec les autorités libyennes, mais il a permis non seulement

de tarir le mouvement de migration mais aussi de s'attaquer à l'organisation mafieuse qui permet ce mouvement. L'Italie n'est pas seulement un pays de transit. Elle a fait le choix d'une politique très volontaire d'installation des migrants, des réfugiés dans beaucoup de villes. Mais tout cela a provoqué un choc, un débat, avec un gouvernement, une gauche sur la défensive. Cela a ouvert l'espace aux populismes. Sommes-nous condamnés à cela ? Ce sont des sujets très difficiles et on ne peut pas donner de leçons. Pour l'Europe, ça reste un défi.

Cette élection a aussi été un revers personnel pour Matteo Renzi.

Voyez-vous un parallèle entre sa défaite et votre propre parcours ?

D'une façon générale, c'est une crise profonde de la social-démocratie. Nous sommes à la fin de cycle, même si je ne veux pas être définitif. On ne sait pas comment la social-démocratie peut renaître sous une autre forme. Elle n'a pas renouvelé son discours après la chute du mur de Berlin, pas su apporter une réponse à la globalisation économique et la financiarisation de l'économie. Parce qu'elle a été considérée comme « complice » de l'austérité, parce qu'elle n'a pas su nouer des alliances.

En 2014, à Bologne, vous incarniez avec les « chemises blanches » le renouveau de la gauche...

Avec Matteo Renzi, avec Pedro Sanchez en Espagne, on voulait incarner un renouveau de la social-démocratie. La seule vraie tentative de renouvellement de la doctrine, elle a été portée par Tony

Blair, et peut-être aussi, hors Europe, par les nouveaux Démocrates de Bill Clinton. C'était un renouveau qui s'appuyait sur la volonté de refonder l'Etat-providence, de soutenir l'entreprise, d'essayer de répondre aux crises sécuritaires. Il y a des facteurs communs à la crise de la social-démocratie : une même incapacité à répondre à la crise identitaire, à la crise culturelle que connaissent notamment les pays européens. Comment répond-on à la peur, à l'insécurité culturelle, au déclassement social des classes moyennes ? C'est ça, la question. Et la réponse est extrêmement complexe.

Cette gauche doit-elle participer aux gouvernements ? En Allemagne, le SPD a-t-il raison de rejoindre la coalition d'Angela Merkel ? Et le Parti démocrate italien doit-il participer au pouvoir en Italie pour éviter le pire ?

Pour le PD italien, c'est très difficile. Les Italiens ont tout de même clairement fait le choix des partis populistes, voire anti-européens ! A eux d'assumer leurs responsabilités ! Je n'aimerais pas être à la place du président italien ! En Allemagne, c'est différent. Peut-être y avait-il un intérêt pour les sociaux-démocrates d'aller dans l'opposition. Je ne suis pas sûr qu'il y avait intérêt à retourner aux urnes, vu les sondages. Mais pour un responsable politique, il y a un moment où il y a un choix à faire entre l'intérêt de son pays et celui de son parti. Le score de l'AfD a été un choc terrible. Le centre gauche et le centre droit n'ont pas d'autre choix que de gouverner ensemble, pour faire les réformes et défendre

l'idée européenne. Il faut reconnaître qu'en faisant ainsi, ils peuvent favoriser l'émergence de chaque côté, de partis

antisystème. La politique, souvent, c'est non pas faire le meilleur choix, mais le moins mauvais. ■

Propos recueillis par
CHRISTOPHE BERTI
MARINE BUISSON
JOELLE MESKENS

RELIGION

« La laïcité, c'est notre histoire »

On a l'impression d'un flou, d'une absence de parole de la part du président de la République sur cette question de la laïcité.

Il y a une confusion sur les sujets. La laïcité, c'est notre histoire, le fruit d'une confrontation très violente entre la République et l'Église catholique. C'est un principe de très grande séparation de l'État et des cultes. C'est un sujet qu'on a tendance à confondre avec un autre : la montée de l'islamisme, de l'islam politique en Europe, en France. Il faut apporter sur ce sujet une réponse qui n'est pas la laïcité. C'est un défi européen : nous devons aider nos concitoyens musulmans à combattre l'islamisme et l'islam politique.

Qu'entendez-vous par « islam politique » ? Est-ce que ces courants politiques sont assez importants en France pour représenter réellement un danger ?

Les Frères musulmans, les salafistes. Tous ces courants politiques qui considèrent que la religion est plus forte. Ils représentent un danger pour

les musulmans eux-mêmes. Les grandes organisations de l'islam de France sont aujourd'hui plutôt aux mains des Frères musulmans et de la Turquie. Toutes les études (celle de l'Institut Montaigne publiée en 2016, le travail très lucide de l'essayiste Hakim El Karaoui) montrent que près de 50 % des musulmans de France n'ont aucun problème avec la République. Et vous avez une part, sans doute autour de 30 %, qui considère que cet islam politique est plus important que les lois de la République. On doit regarder la réalité en face : dans nos prisons, en plus des 500 terroristes incarcérés, il y a 1.500 détenus radicalisés. Il y a des milliers de gamins, souvent français, en voie de radicalisation. Doit-on les abandonner ? Ou mener cette bataille, cette guerre idéologique culturelle ? Et avec qui la mener ? Selon moi, avec les musulmans européens. C'est pour cette raison qu'il ne faut jamais dire que l'islamisme et l'islam politique n'ont rien à voir avec l'islam. Il ne faut jamais dire que les attentats de Paris, de Bruxelles n'ont rien à voir avec l'islam.

C.BE., J.O.M., M.BN

Manuel Valls

Ancien Premier ministre socialiste sous François Hollande, Manuel Valls s'est affranchi de son ancien parti en juin 2017. Un décalage permanent avec son ancienne famille politique qui a essaimé tout son parcours politique. A 55 ans, il est aujourd'hui apparenté au groupe La République en Marche à l'Assemblée nationale, où il a été élu de justesse député de l'Essonne lors des dernières législatives.

gauche « Le Parti socialiste est mort »

Quel regard portez-vous sur ce PS qui veut aujourd'hui se refonder ?

Je n'ai pas regardé le débat de mercredi soir entre les quatre prétendants aux rênes du PS. J'ai été militant du PS pendant 35 ans, c'est ma vie. J'ai été élu de ce parti pendant des années, j'y ai occupé à peu près toutes les responsabilités possibles... Donc je ne cracherai jamais dessus, je ne serai pas méprisant. Je ne peux pas me désintéresser de ce parti, mais, en même temps, j'ai décidé de le quitter en juin dernier. Je n'ai pas de nostalgie, pas de regrets. Mais ce que je crois, c'est que le Parti socialiste français est mort. Il n'a pas d'avenir. La social-démocratie est en crise, elle doit se réinventer.

En quelque sorte, La République en Marche est une réinvention. Beaucoup de membres de ce groupe à l'Assemblée nationale viennent de la gauche. Au sein de ce groupe, il y a moins de différences entre un point A et un point B qu'il y en avait au sein du groupe socialiste. J'ai moins de différences avec certains que j'en avais avec mes anciens camarades dits frondeurs.

Mais le mouvement de recomposition politique est loin d'être terminé en France. Il sera profond. Je pense que le grand débat est entre les démocrates progressistes européens et les populistes. La bataille n'est pas gagnée, loin de là. Ces « démocraties », ces modèles populistes peuvent revendiquer une forme d'efficacité : le lea-

dership sans trop s'embarrasser des médias et du parlement.

Aujourd'hui, ça n'a jamais été aussi difficile d'être démocrate. Nous vivons un moment très périlleux pour la démocratie. De ce point de vue là, Emmanuel Macron représente quelque chose. Je ne crois pas à la renaissance du Parti socialiste qui s'enferme dans le « ni Macron ni Mélenchon ». C'est une faute stratégique, politique et morale.

Je pense que Benoît Hamon peut tirer son épingle du jeu en vue des élections européennes. Il a en tout cas un espace entre Mélenchon et les socialistes... s'il s'entoure des bonnes personnes. Il y a Audrey Pulvar qui pourrait le rallier, depuis sa nomination à la tête de la Fondation pour la nature et l'homme, mais aussi Christiane Taubira...

Craignez-vous à droite un grand rapprochement Wauquiez-Le Pen qui deviendrait une force majeure pour contrer les progressistes, libéraux pro-européens ?

Avec la crise politique et de leadership que traverse le Front national, il y a une tentation au sein de la droite française, de créer un bloc. On peut la

comprendre sur le plan stratégique, en termes d'efficacité électorale, même si elle me paraît très dangereuse pour le pays et la démocratie.

Je ne pense pas qu'on puisse rapprocher la stratégie de Nicolas Sarkozy en 2007, celle de siphonner les voix du FN, avec celle de Laurent Wauquiez. Sarkozy avait réussi à réunir toute la droite. La droite libérale européenne était, au sein de sa formation politique, assez cotée. Aujourd'hui, Juppé, Raffarin, et cette droite qui gouverne avec Macron, ne suivent pas la ligne de Wauquiez.

Ce qui est certain, c'est qu'il ne faut pas laisser le monopole de certains sujets à la droite dure et à l'extrême droite. Sur l'unité du pays, son

indivisibilité, les valeurs de la République, la laïcité, les défis que soulève l'islam politique : il faut une réponse progressiste forte. Il ne faut pas laisser ce sujet à d'autres. Emmanuel Macron et moi-même ne sommes pas nécessairement en phase sur tous ces sujets. Ma vision de la laïcité dite « radicale », ma vision de la problématique corse : j'ai mon originalité, ma parole. ■

**Propos recueillis par
C.BE., J.O.M., M.BN**

TERRORISME

« Les attentats ont marqué ma vie »

Vous étiez chef de gouvernement au moment des premiers attentats en France. Humainement, quelle image gardez-vous de cette période ?

Vous ne sortez pas indemne de cette situation particulièrement difficile. Nous avons tous eu des relations personnelles avec des victimes, que ce soit les membres de Charlie, des personnes proches qui ont perdu leurs enfants dans les attentats du Bataclan, des terrasses.

Vous êtes directement lié à ces proches des victimes. Cela a marqué ma vie de responsable du gouvernement. Cela a sans doute beaucoup agi sur ma manière de gouverner. Parfois, ça m'a été reproché. Quand j'ai dit que nous allions devoir de nouveau faire face à des attentats, le discours n'est pas passé.

Votre phrase à l'époque : « Mes chers compatriotes, nous sommes en guerre », a beaucoup clivé. La prononcerez-vous à nouveau aujourd'hui ?
Bien sûr. Ce n'est pas une guerre qui ressemble à celles que l'on étudie dans les livres d'histoire. Le terreau économique

et social qui était en place au moment des attentats est toujours là. L'Etat islamique est sans doute en train de muter, a perdu de sa capacité. Mais c'est l'affaire d'une génération : nous connaissons, soit de nouveaux attentats, soit une période de reconstitution de l'islamisme (en prison ou dans nos quartiers). Cette forme de guerre est loin d'être terminée. Concernant la coopération européenne, je n'ai jamais émis de critiques envers la gestion du gouvernement belge. Les attentats sont des situations très difficiles à gérer. Aujourd'hui, il y a une coopération européenne de grande qualité.

C.BE., J.O.M., M.BN

L'AVENIR PERSONNEL**« J'ai envie de servir mon pays »**

Comment voyez-vous votre avenir personnel ?

J'aime la politique, j'ai de l'expérience. Et je crois qu'on a toujours besoin d'expérience. Je me méfie du jeunisme, une société a besoin d'équilibre, c'est aussi vrai pour la politique.

Il y a un renouvellement profond, les structures sont en train d'exploser. J'ai un esprit suffisamment souple pour y participer... J'ai envie de servir mon pays, aujourd'hui en tant que député.

Comment incarne-t-on le renouvellement quand on a passé dix ans à la tête de la même circonscription ?

J'apporte mon expérience à la vie politique française, je n'ai pas la

prétention d'incarner le renouvellement seul ! J'ai voulu continuer parce que je ne voulais pas laisser ma circonscription à des Insoumis dont les compromissions avec des réseaux islamistes m'inquiétaient. Je voulais défendre mon territoire et les électeurs m'ont donné leur confiance pour poursuivre ce que j'avais entrepris.

C.BE., JO.M., M.BN

Macron

« En France, il y a eu un miracle »

Comment jugez-vous les premiers mois d'Emmanuel Macron ? Comment va la France ?

Il y a eu un miracle. La France était promise au populisme. Emmanuel Macron a fait la même analyse que la mienne sur la crise de la social-démocratie mais lui était beaucoup plus libre. Moi, j'étais pris par la pesanteur d'un parcours politique, d'une fidélité à un parti. Et peut-être n'avais-je pas cette capacité à imaginer de nouveaux scénarios. J'étais Premier ministre, je n'ai jamais pensé que je pouvais partir à cause d'une seule chose : le terrorisme. C'était ma conception de l'Etat. Et puis, il y avait le choix du président sortant. Macron, lui, a vu qu'il y avait une fenêtre. Après, les circonstances sont venues ouvrir cet espace. Mais il y a eu un miracle. Les candidats anti-européens et populistes ont fait près de 50 % (Mélenchon, Le Pen et Dupont-Aignan). C'est notre système électoral majoritaire, nos institutions de la Ve république, avec l'élection du président au suffrage universel, qui ont permis d'éviter le populisme. La France s'est donné un homme jeune, progressiste, démocrate, républicain. Et qui assume ce message européen. Le débat télévisé raté par Le Pen a été un fait majeur : Le Pen s'est vautrée aussi parce qu'elle

a été incapable de dire comment on fait pour sortir de l'UE et de l'euro. C'est la meilleure leçon qu'on puisse donner aux populistes : on peut critiquer l'Europe, mais personne ne peut expliquer ce que serait un plan B. Fort de ce miracle, Macron a trois atouts : il incarne la fonction, il dépasse la gauche et la droite... Il y a toujours une compétition entre conservateurs et progressistes. Il y a toujours une idée de la solidarité et du rôle de l'Etat. Mais comme les vieux partis sont en crise, ces notions apparaissent abstraites. Les peuples veulent de l'efficacité. Tous ceux qui pensent la même chose peuvent se retrouver. Moi, j'étais partisan au printemps dernier d'une vraie coalition avec Macron, Bayrou, Juppé et moi. Si on avait été dans un mode de scrutin proche de la Belgique ou de l'Allemagne, on aurait

eu une coalition.

Et le troisième atout ?

Il réforme. Les Français considèrent qu'il fait ce pour quoi il a été élu. Après, il peut y avoir le sentiment d'une politique qui ne serait que pour les uns et pas pour les autres. Il y a une forme d'attentisme, des peurs pour l'avenir. Sur le plan économique, ça va beaucoup mieux, grâce à la croissance mondiale, européenne, grâce aux choix de Mario Draghi à la BCE et de Jean-Claude Juncker à la Commission. Grâce aussi, et je le dis en toute modestie, à la politique économique que j'ai menée depuis 2014 avec le soutien aux entreprises. Il y a dans le pays une envie d'espoir. Mais cet espoir peut être vite déçu. La France est un pays qui n'a pas toujours envie d'être heureux. Les classes moyennes sont inquiètes. Ce sont elles, et pas la classe ouvrière (qui, elle, est partie depuis longtemps), qui se laisse gagner par le populisme. ■

Propos recueillis par
C.BE., M.BN ET JO.M.